



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



**PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN
TUNISIE**
2025-2028

STRATÉGIE
DE POLITIQUE
EXTÉRIEURE
2024-2027



STRATÉGIE DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
2025-2028



PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN
TUNISIE
2025-2028

Contexte

Depuis plus de cinquante ans, la Tunisie et la Suisse entretiennent des liens de coopération, fondés sur un engagement mutuel en faveur du développement. Suite à la révolution de 2011, ce partenariat s'est intensifié, mettant l'accent sur l'accompagnement à la transition démocratique et au développement économique. Grâce à son engagement de longue date et à sa collaboration étroite avec les acteurs locaux, la Suisse est perçue comme un partenaire engagé et fiable dans les efforts de développement en Tunisie.

La Tunisie traverse un processus de transition depuis 2011, marqué par des réformes institutionnelles successives, dont l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2014, puis en 2022. Le pays a opté pour l'établissement d'un État social capable de mieux répondre aux défis socioéconomiques que rencontre une grande partie de la population. Bien que la Tunisie soit consciente des réformes structurelles indispensables,

leur mise en œuvre reste un processus qui demande du temps.

Sur le plan économique et social, la Tunisie fait face à des défis persistants liés à certains déséquilibres macro-économiques, à une croissance faible, au chômage élevé et à des disparités entre les régions. Malgré des signes de stabilisation économique, les contraintes structurelles impactent la compétitivité des entreprises et l'attractivité économique du pays, tout en ralentissant la transition vers un développement plus durable, répondant aux enjeux pressants climatiques et environnementaux.

Dans un contexte géopolitique en mutation, la Tunisie est marquée, comme plusieurs pays de la région, par des dynamiques migratoires complexes influencées par les conjonctures régionales. L'arrivée de migrants et de demandeurs d'asile soulève des défis dans la gestion et la gouvernance des migrations. Parallèlement, au cours de

la dernière décennie, le départ massif de compétences qualifiées tunisiennes a des conséquences dans divers secteurs. Toutefois, la diaspora contribue de manière significative à l'économie et au développement national, notamment grâce aux transferts financiers des Tunisiens Résidant à l'Étranger (TRE).



Résultats et apprentissages 2021–2024

Dans son programme 2021–2024, la contribution de la Suisse se déclinait en trois domaines : développement économique, gouvernance et migration, avec un portefeuille d'environ 60 projets.

Exemples de résultats marquants

- **7000** jeunes ont bénéficié d'environ **34** offres de formation professionnelle dans **12** secteurs, en partenariat avec le secteur privé, avec un taux d'insertion moyen de **75%**.
- Des audits énergétiques ont couvert les bâtiments des **350** communes de Tunisie, servant de base aux futurs projets d'investissement en efficacité énergétique.
- **39** projets et initiatives communautaires visant à améliorer la qualité de vie des citoyens ont été soutenus.
- L'appui au tourisme authentique au Sud a ouvert de nouvelles perspectives : **320** emplois directs et **765** indirects créés, **150** acteurs formés dans différents secteurs (guidage, hôtellerie, valorisation

du patrimoine), **20%** de visiteurs en plus au Dahar.

- **1920** emplois créés (dont 80% de femmes) dans le secteur des produits du terroir et **124** nouveaux produits certifiés, générant plus de 21 millions de dinars tunisiens (DT).
- La stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme a été développée et déclinée en plan d'action 2023–2027 avec des mesures orientées vers la prévention ; **128** écoles ont mis en place un curriculum d'éducation à la paix et à la citoyenneté et **21** projets locaux portés par les organisations de la société civile et bénéficiant directement à **2695** personnes ont été accompagnés.

Reconnue pour son écoute, son impact et son approche pionnière, la coopération suisse favorise des dynamiques sur le long terme et agit en catalyseur, avec un suivi sur le terrain apprécié de ses partenaires de mise en œuvre.

Enseignements tirés

A travers des instruments complémentaires, l'intervention suisse repose sur une démarche collaborative et flexible selon le contexte socio-économique, avec une variété d'acteurs, institutions gouvernementales, secteur privé, société civile et monde académique. L'évaluation à mi-parcours du portefeuille 2021–2024 a aussi souligné une grande diversité de thématiques et une certaine complexité. Renforcer une approche programmatique et créer davantage de synergies entre les projets se sont imposés comme des priorités pour optimiser l'impact de la coopération.

Ainsi, tout en assurant une continuité du portefeuille, le programme de coopération 2025–2028 devient plus ciblé, s'alignant aux nouvelles priorités et besoins de la Tunisie. La distinction en trois domaines est remplacée par une approche plus intégrée, reposant sur deux objectifs.

Engagement de la Suisse 2025–2028

Le programme de coopération suisse 2025–2028 est aligné avec les stratégies nationales de la Tunisie, dont notamment la Vision 2035, le Plan de développement et les différentes stratégies sectorielles.

Les trois critères d'analyse pour la coopération



Il s'inscrit également dans la Stratégie suisse de coopération internationale (SCI 2025–2028) et ses quatre objectifs : sauver des vies et garantir l'accès aux services de base ; contribuer à une croissance économique durable ; protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique ; promouvoir la paix, la démocratie, l'Etat de

droit et le respect des droits humains. Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord s'ajoute la gestion des migrations comme cinquième objectif.

Prosperité et Stabilité, deux objectifs-clé

Le programme 2025–2028 poursuit deux objectifs interdépendants, Prosperité et Stabilité. Ils se déclinent en six objectifs spécifiques. Les thèmes transversaux comprennent le genre et la gouvernance (participation, transparence, redevabilité, équité et inclusion). Cf. graphique p. 8.

Prosperité

La prospérité est visée à travers un « développement économique durable et résilient, qui offre des opportunités accessibles à toutes et à tous ».

Le soutien à l'Etat et aux institutions porte sur la gestion des politiques et des finances publiques, l'amélioration du climat des

affaires et des investissements, y compris ceux de la diaspora. La compétitivité internationale des entreprises tunisiennes est appuyée en stimulant l'innovation, la transformation digitale et la transition verte, tout en facilitant l'accès des femmes et des jeunes à des formations adaptées. Les chaînes de valeur concernées incluent le secteur textile, l'agriculture biologique et de terroir ainsi que le tourisme durable. La durabilité de ces interventions sera soutenue par des financements publics et/ou privés, stimulés par un climat de confiance accru et par un ancrage au niveau national.

- Soutien aux réformes : L'État entreprend des réformes macroéconomiques, propices aux affaires et aux investissements et adresse les défis climatiques.
- Compétitivité et emploi : Les opérateurs économiques, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), améliorent leur compétitivité, leur durabilité et leur

accès aux chaînes de valeur mondiales et créent des emplois décents et inclusifs.

- Formation et entrepreneuriat : La population active, en particulier les femmes et les jeunes, acquiert des compétences de qualité adaptées à leurs aspirations et aux besoins des marchés.

Stabilité

La stabilité est renforcée à travers un « développement social inclusif, qui permet de consolider l'Etat de droit, la cohésion et la paix sociales ».

La Suisse promeut la cohésion sociale par le dialogue à travers sa tradition de concertation et stimule le développement territorial, transformant les villes en moteurs de croissance. Dans certains gouvernorats, elle soutient les structures locales pour un développement socio-économique et climatique durable, à travers des mesures d'adaptation. L'accès à l'éducation, aux infrastructures et le soutien aux femmes

rurales dynamisent les régions intérieures. La mobilité est encouragée à travers la migration circulaire et le recrutement équitable. L'appui à la culture représente un levier d'inclusion sociale

- Dialogue concerté : L'Etat, le secteur privé et les organisations de la société civile coopèrent et favorisent la cohésion sociale, ainsi qu'une gestion concertée des migrations.
- Développement territorial : Les structures régionales et locales contribuent à un développement urbain et rural, adapté au changement climatique.
- Accès inclusif : Les populations, en particulier les personnes en situation de vulnérabilité, accèdent à des services de base de qualité.

Axes prioritaires et logique d'intervention

A travers une approche multi-dimensionnelle, les projets sont davantage interconnectés, générant des collaborations dans une même région. Chaque objectif inclut quatre axes (à des degrés divers) :

- Développement économique
- Développement social
- Changement climatique & environnement
- Appui à la gouvernance des migrations.

Les objectifs spécifiques sont structurés par niveau d'intervention : macro (institutionnel), meso (structures intermédiaires, PME, associations) et micro (individus) et interagissent les uns avec les autres.

OBJECTIFS 2025-2028 - LE PROGRAMME INTÉGRÉ DE LA COOPÉRATION SUISSE EN TUNISIE





Approche et partenaires

Trois offices fédéraux, à savoir la Direction du développement et de la coopération (DDC), le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) collaborent étroitement et mettent en œuvre conjointement le programme de coopération suisse en Tunisie.

Les interventions se réalisent sous forme de projets bilatéraux et multilatéraux, ainsi que de petites actions. Des programmes régionaux complètent le portefeuille. Des synergies entre les projets de ces trois offices et ceux d'autres bailleurs sont activement recherchées pour répondre à la fois aux besoins immédiats et à la nécessité de réformes à long terme.

Le programme renforce et développe des partenariats avec le secteur privé et les institutions publiques. Il mobilise une diversité de partenaires de mise en œuvre : organisations multilatérales, internationales ou suisses, partenaires nationaux

et associations locales. Sur le terrain, ces partenariats impliquent les autorités compétentes et collectivités locales, centres de formation et de recherche, PME et organisations de la société civile, facilitant l'accès aux bénéficiaires finaux, en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables.

Programme de coopération – Tunisie

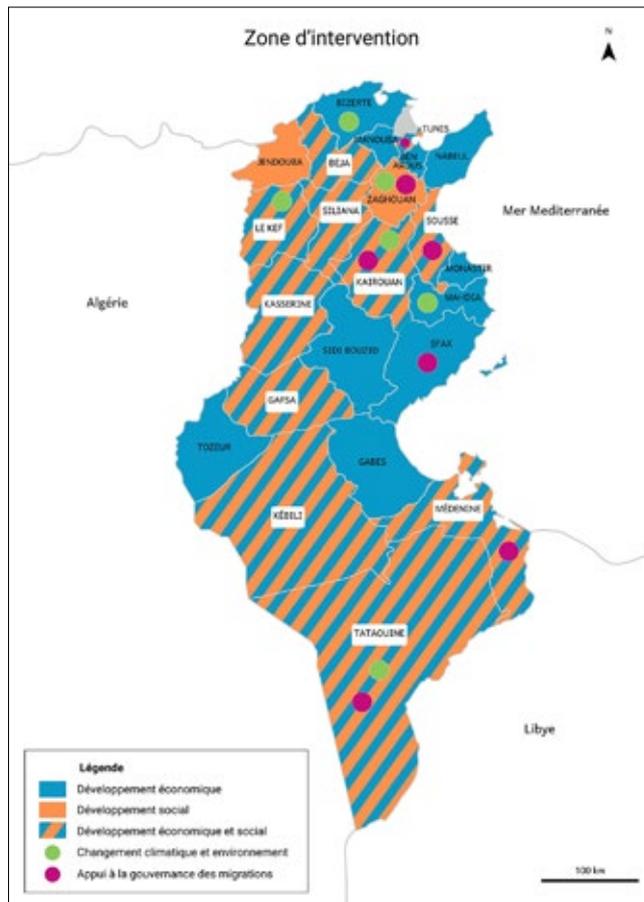
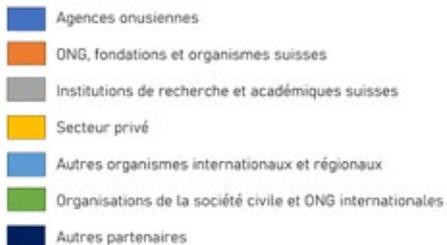
Budget bilatéral indicatif conjoint DDC-SECO-SEM	CHF 60 millions pour la période 2025–2028 ¹
--------------------------------------------------	--------------------------------------------------------

Zones d'intervention	<i>Cf. carte p.11 ;</i> les 10 gouvernorats prioritaires sont encadrés en blanc
----------------------	------------------------------------------------------------------------------------

Axes prioritaires	Développement économique Développement social Changement climatique et environnement Appui à la gouvernance des migrations Thèmes transversaux : genre et gouvernance
-------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

¹ Ces informations sur l'enveloppe financière sont indicatives et servent de base aux plans de dépenses prévisionnels qui sont examinés chaque année par le Conseil fédéral et le Parlement suisse.

Répartition par partenaires





Impressum

Publié par :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC

Section Corne et Afrique du Nord
3003 Berne Zollikofen
deza.hna@eda.admin.ch
www.deza.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation
et de la recherche DEFR

Secrétariat d'État à l'économie SECO
Coopération et développements économiques
Holzikofenweg 36, 3003 Berne
info.cooperation@seco.admin.ch
www.seco-cooperation.admin.ch

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Domaine de direction Affaires internationales
Quellenweg 6, 3003 Berne-Wabern
www.sem.admin.ch

Mise en page :

Mark Manion, Commusication Arts

Photos :

Swisscontact, Cities Alliance, DFAE
(Aziz Béjaoui), Association BEDER



Berne, 2025

© DFAE/DDC, DEFR/SECO, DFJP/SEM